

OTC (Organisation Terre & Culture) scrute les media

1. Les Nouvelles d'Arménie

10 décembre 2020

Erdogan : « La »lutte« de l'Azerbaïdjan contre l'Arménie n'est pas terminée »



Le président turc Recep Tayyip Erdogan, en visite à Bakou pour célébrer la « glorieuse » victoire de l'Azerbaïdjan au Nagorny Karabakh, a clamé jeudi que la « lutte » de son allié contre l'Arménie devait se poursuivre.

Son accueil en grande pompe dans ce pays du Caucase musulman et turcophone intervient un mois après la déroute militaire arménienne, qui a dû céder dans le cadre d'un accord de cessation des hostilités d'importants territoires au Nagorny Karabakh même et autour de cette enclave.

La république autoproclamée, peuplée aujourd'hui quasi exclusivement d'Arméniens, continue d'exister, affaiblie et amoindrie, sans que son statut soit réglé par l'accord négocié sous égide de Moscou. Des soldats russes de maintien de la paix ont été déployés au Nagorny Karabakh.

S'adressant devant les soldats azerbaïdjanais rassemblés à Bakou, M. Erdogan a assuré que "le fait que l'Azerbaïdjan a sauvé ses terres de l'occupation ne signifie pas que la lutte est terminée . La lutte dans les sphères politiques et militaires va se poursuivre désormais sur de nombreux autres fronts", a-t-il clamé.



Appelant les dirigeants arméniens à « revenir à la raison » après leur défaite dans cette guerre de six semaines menée à l'automne, il a assuré que la reconquête de nombreux territoires par l'Azerbaïdjan "sera le début d'une nouvelle ère".

L'Arménie "doit voir qu'elle n'obtiendra aucun résultat avec les encouragements des impérialistes occidentaux", a encore tonné M. Erdogan, dont le pays est membre de l'Otan, accusant par ailleurs Erevan de s'être livré à des crimes de guerre au Nagorny Karabakh et de n'y avoir apporté que « massacre, destruction et larmes ».

L'ONG Amnesty International a elle appelé jeudi à des enquêtes indépendantes pour identifier les auteurs de crimes de guerre commis par les forces azerbaïdjanaises ou arméniennes afin de les « traduire en justice ».

Le président azerbaïdjanais Ilham Aliev a de son côté salué le soutien sans faille d'Ankara lors du conflit, qui a "donné confiance au peuple azerbaïdjanais« . »L'Arménie n'a pas été en mesure de nous concurrencer tant sur le plan économique que sur le plan militaire", s'est-il félicité.

- Précieux soutien turc -

Les deux hommes ont assisté à un grand défilé militaire à Bakou, les soldats et M. Aliev s'affichant sans masques bien que la guerre a aggravé l'épidémie de coronavirus en Azerbaïdjan.

M. Erdogan devait encore s'entretenir en tête-à-tête avec Ilham Aliev pour évoquer le renforcement des liens entre les deux « pays frères » et sur le « droit légitime de l'Azerbaïdjan » de reprendre le Nagorny Karabakh.

La récente victoire de son allié azerbaïdjanais, armé par la Turquie, permet à Ankara de renforcer son poids géopolitique dans le Caucase, pré-carré russe.

Et "l'Azerbaïdjan n'aurait pas été capable d'obtenir un succès militaire au Karabakh sans le soutien politique ouvert de la Turquie", a souligné auprès de l'AFP l'analyste Elhan Shahinoglu du centre de réflexion Atlas basé à Bakou.

Selon lui, sans le soutien d'Erdogan, la Russie, puissance régionale et

alliée de l'Arménie, serait parvenue à mettre la pression sur Bakou et à faire cesser les combats, comme ce fut le cas lors d'autres échauffourées ces dernières années.

- « Une nation, deux Etats » -

Cette défaite humiliante pour une Arménie qui avait vaincu les forces de Bakou lors d'une première guerre dans les années 1990, a provoqué la fureur à Erevan, où l'opposition milite et manifeste quasiment chaque jour pour la démission du Premier ministre Nikol Pachinian.

Durant la guerre des derniers mois, l'Arménie a accusé la Turquie d'être impliquée directement dans les combats, ce qu'Ankara dément. Plusieurs pays dont la France ont également dénoncé l'envoi sur le front aux côtés des forces azerbaïdjanaises de combattants pro-turcs venus de Syrie.

Généralement symbolisée par le slogan « Une nation, deux Etats », l'alliance entre la Turquie et l'Azerbaïdjan a été forgée lorsque Bakou a obtenu son indépendance de l'URSS en 1991 et s'est encore renforcée sous la présidence de M. Erdogan.

Cette coopération politique, économique et militaire a notamment vu la Turquie aider l'Azerbaïdjan à entraîner et équiper son armée et à faciliter ses exportations d'hydrocarbures vers l'Europe, en contournant la Russie.

par Ara Toranian le jeudi 10 décembre 2020

© armenews.com 2020

2. Les Nouvelles d'Arménie

10 décembre 2020

Après le Haut-Karabagh, le dictateur Aliiev veut Erevan, le lac Sevan et le Zangezour...



Le Pantouranisme...

Après sa victoire grâce à la Turquie au Haut-Karabagh, l'appétit d'Ilham Aliev le président-dictateur de l'Azerbaïdjan est insatiable. Alors que le nom « *Azerbaïdjan* » n'a apparu qu'en 1918 sur les cartes du monde, Ilham Aliev a profité du défilé militaire de Bakou aujourd'hui, pour affirmer publiquement en compagnie d'Erdogan, ses prétentions sur la région du Zangezour au sud de l'Arménie...et Erévan la capitale arménienne ! Rien que cela ! Et peut-être aussi le lac Sevan au passage...

Sans rire, le dictateur de Bakou a affirmé que ces territoires étaient historiquement azéris. Ce qui bien sur est archi-faux, mais qui s'en offusque ? Aliev a prétendu que « *le peuple azéri a vécu sur ces territoires de l'actuelle République d'Arménie et il fut déporté de ses terres historiques* ». Ainsi depuis la récupération d'une grande partie du Haut-Karabagh, l'Azerbaïdjan -aidée et encouragée par la Turquie- affirme ses prétentions...sur l'Arménie. Alors que ce sont les Arméniens qui furent chassés du Nakhitchevan au terme d'une

épuration ethnique au début du 20^e siècle et de l'Artsakh aujourd'hui. Des terres arméniennes depuis des millénaires. Le nom même de Nakhitchevan qui veut dire en arménien « Descendu le premier » en évoquant sans doute Noé et le mont Ararat tout proche, prouve déjà que ces terres sont arméniennes...

Krikor Amirzayan

par [Krikor Amirzayan](#) le jeudi 10 décembre 2020

© armenews.com 2020

3. Nor Haratch Hebdo n°229

10 décembre 2020

Maintenir la population sur place

Le retour des prisonniers de guerre demeure une question urgente, tout comme le rétablissement des blessés et la prise en charge des réfugiés. Sans parler de la situation terrible dans laquelle se trouvent les familles des soldats disparus. Après la cession à l'Azerbaïdjan des régions de Karvatchar et de Berdzor, il est en effet nécessaire de redessiner les frontières entre les deux pays, un processus qui donne lieu à toutes sortes de manœuvres. Enfin, il est urgent de remettre sur pied les services publics et l'économie. Pour un pays de trois millions d'habitants, la perte de plus de 3 000 hommes et l'état critique de tout autant de blessés auront des conséquences énormes sur l'économie. Chaque combattant décédé a laissé son poste vacant, de sorte qu'un certain nombre d'entreprises et d'institutions auront du mal à trouver rapidement des personnes qualifiées pour les remplacer. Parallèlement à ces questions pratiques, le débat autour des raisons de la défaite de l'armée arménienne est en train de s'enliser et de devenir un sujet de manipulation politique, engendrant une crise politique interne. Logiquement, la déclaration tripartite du 10 novembre est utilisée par l'opposition pour tenter de renverser le gouvernement, héritier de la révolution de Velours. Pour la plupart des membres de l'opposition, cette manœuvre vise à couvrir leurs échecs passés et à éviter les poursuites judiciaires. Malgré les manifestations organisées par les 16 partis du « Mouvement du salut de la Patrie », les appels à la désobéissance civile et à la démission du Premier ministre, l'action de l'opposition reste marginale. Les soucis quotidiens des citoyens sont bien plus graves, et ces partis d'opposition ne proposent aucune feuille de route pour alléger la peine de la population. Au contraire, ces mêmes partis qui jadis blâmaient le Premier ministre pour avoir rejeté Poutine se sont rendus compte que ce dernier est devenu le premier défenseur de Pachinian. Malheureusement, les deux Catholicos se sont également joints aux appels à la démission, ce qui viole le principe de la séparation entre l'État et l'Église. Et le primat du

diocèse de Chirak, l'archevêque Mikayel Adjapahian, a refusé d'effectuer le service de requiem pour le tremblement de terre. Maintenir la population sur place du 7 décembre, sous prétexte qu'il ne supportait pas la présence du Premier ministre. Une attitude inacceptable de la part d'un homme d'Église, qui devrait montrer l'exemple en respectant le principe chrétien de la fraternité dans l'amour et la paix et - bien évidemment - de respecter le détenteur de la fonction de chef du gouvernement, au lieu d'adopter une position capricieuse. Notons le fait suivant : pendant 25 ans, les Arméniens ont été trompés par la classe politique sur la question de l'Artsakh. Les grandes puissances, et même le principal allié stratégique de l'Arménie, la Russie, ont toujours reconnu l'Artsakh comme faisant partie de l'Azerbaïdjan. Mais les autorités arméniennes, à l'exception de Levon Ter-Petrossian et d'un certain nombre de ses proches collaborateurs, considéraient l'Artsakh et ses sept régions environnantes comme une partie indissociable du territoire arménien. Malgré cette antagonisme persistant, ils n'ont même pas armé le pays pour faire face à l'éventualité d'un conflit militaire moderne. Aujourd'hui, après cette défaite écrasante, nous sommes confrontés au même discours opiniâtre. Les grandes puissances, et même le principal allié de l'Arménie, suivent un agenda que la pensée politique arménienne ignore complètement, et plus particulièrement les forces politiques de l'opposition. Les enjeux actuels comprennent, entre autres, l'expulsion des mercenaires de la région, la limitation de l'intervention militaire turque, la question de la reconnaissance de l'indépendance de l'Artsakh par les parlements des pays étrangers, la définition du statut de l'Artsakh dans le cadre du Groupe de Minsk, les poursuites pour crimes de guerre contre l'Azerbaïdjan devant la CEDH ou la Cour pénale internationale, la préservation des bâtiments historiques et culturels, l'organisation de l'aide humanitaire aux réfugiés, la prise de conscience de la guerre de l'information, les perspectives de développement de l'économie arménienne et enfin, à la lumière de la récente défaite, le rétablissement de la souveraineté de l'Arménie, et le renouvellement des relations internationales à la lumière de l'agression azérie. Combien de temps encore l'Arménie pourrait-elle mettre en place un agenda politique national tout en restant coupée des enjeux géopolitiques sur la scène internationale ? Dans un proche avenir, le principal objectif de l'Arménie devrait être d'éviter l'exode de sa population de ses terres ancestrales. Mais dans l'éventualité d'un retour au pouvoir de Robert Kotcharian ou de Serge Sarkissian, ce risque deviendra tout simplement réalité. Tout comme dans celle du candidat du « Mouvement pour le salut de la patrie » Vazguen Manougian d'ailleurs, qui a déclaré sans détour qu'il userait de la force s'elle s'avère nécessaire.. J. Tch

HRW accuse l'Azerbaïdjan de maltraiter les prisonniers de guerre arméniens

Human Rights Watch (HRW) a qualifié d'« inhumain » le traitement par l'Azerbaïdjan des soldats arméniens faits prisonniers lors de la récente guerre au Haut-Karabagh. « Elles [les forces azerbaïdjanaises] ont soumis ces prisonniers de guerre à des violences physiques et à l'humiliation. Ces actions ont été enregistrées par vidéo et largement diffusées sur les réseaux sociaux depuis octobre », a déclaré l'ONG de défense des droits de l'homme dans un rapport publié la semaine dernière. « Les vidéos montrent des ravisseurs azerbaïdjanais giflant, donnant des coups de pied et poussant des prisonniers de guerre arméniens, et les contraignant, sous une contrainte évidente et avec l'intention apparente d'humilier, d'embrasser le drapeau azerbaïdjanais, louer le président azerbaïdjanais Ilham Aliev, injurier le Premier ministre arménien Nikol Pachinian, et déclarer que le Haut-Karabagh c'est l'Azerbaïdjan. Dans la plupart des vidéos, les visages des ravisseurs sont visibles, ce qui suggère qu'ils ne craignaient pas d'être tenus pour responsables. » Des dizaines de ces vidéos ont été publiées sur les réseaux sociaux azerbaïdjanais pendant et après la guerre qui a éclaté le 27 septembre. HRW a déclaré avoir examiné de près 14 d'entre elles et interrogé les proches de cinq soldats arméniens qui y figuraient. « Il est révélateur que certains des militaires [azerbaïdjanais] qui ont commis ces exactions n'ont eu aucun scrupule à être filmés », a déclaré Hugh Williamson, directeur de HRW pour l'Europe et l'Asie centrale, cité par le rapport. « Que les soldats aient pensé qu'ils s'en tireraient ou non, il est essentiel pour l'Azerbaïdjan de poursuivre les responsables de ces crimes sur la base à la fois de la responsabilité pénale directe et de la responsabilité du commandement. » Les autorités militaires azerbaïdjanaises ont qualifié ces images de fraude à la fin du mois dernier, niant tout mauvais traitement systématique des soldats arméniens capturés. En octobre, elles ont permis à plusieurs de ces soldats de parler au téléphone avec leurs familles ou de leur envoyer des lettres. HRW a déclaré que bien que ces prisonniers de guerre aient dit aux familles qu'ils n'étaient pas maltraités, « il y a de sérieuses raisons de s'inquiéter pour leur sécurité et leur santé ». Les responsables arméniens ont présenté les vidéos comme la preuve des violations flagrantes du droit international humanitaire par l'Azerbaïdjan et de la Convention de Genève de 1949 sur les prisonniers de guerre en particulier. Les forces armées arméniennes et l'Armée de défense d'Artsakh n'ont pas encore donné le nombre officiel de leurs soldats faits prisonniers pendant la guerre. L'Ombudsman d'Artsakh, Artak Beglarian, a déclaré que son bureau avait identifié soixante prisonniers de guerre présentés dans les vidéos azerbaïdjanaises. La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a ordonné à Bakou de fournir des informations sur la santé et les conditions de détention de plus de 40 prisonniers de guerre. Les « mesures provisoires » du tribunal ont été demandées par des avocats basés à Erevan représentant leurs familles. « L'Arménie est connue pour détenir un certain nombre de prisonniers de guerre

azerbaïdjanais et au moins trois mercenaires étrangers », indique le rapport de HRW. « Human Rights Watch enquête sur des vidéos alléguant des abus contre des prisonniers de guerre azerbaïdjanais qui ont circulé sur les réseaux sociaux et rendra compte de toutes les conclusions. » L'accord de cessez-le-feu arméno-azerbaïdjanais appelle à l'échange de tous les prisonniers de guerre et civils captifs. Le processus n'a toujours pas commencé et on ne sait toujours pas quand les parties belligérantes commenceront à appliquer cette disposition.

5. Nor Haratch Hebdo n°229

10 décembre 2020

COMMUNIQUÉ DU COMITÉ DE DÉFENSE DE LA CAUSE ARMÉNIENNE

Alors que le Conseil européen commencera le 10 décembre, date de la journée internationale des droits de l'Homme, l'Union européenne a annoncé ce lundi 7 décembre qu'elle se dotait d'une capacité nouvelle à sanctionner les auteurs de « graves violations des droits de l'Homme ». Mais quelle crédibilité peut encore avoir l'Union alors que depuis le 27 septembre, date à laquelle l'Azerbaïdjan et la Turquie ont décidé d'enclencher leur offensive criminelle contre les Arméniens d'Artsakh, l'Union s'est murée dans un silence complice ? Silence complice face aux preuves d'envoi de djihadistes syriens et d'usage d'armes chimiques ou de bombes à fragmentation. Silence complice depuis le 9 novembre date de l'accord conclu sous l'égide de la Russie qui a créé 40 000 déplacés - un véritable drame humanitaire en préparation alors que l'hiver commence - et une situation éminemment fragile et incertaine non seulement pour l'Artsakh mais également pour l'Arménie totalement encerclée par les forces turco-azéries et dont l'intégrité territoriale est depuis régulièrement remise en cause. Silence complice alors que depuis le 9 novembre, de très nombreuses vidéos d'exactions, tortures et exécutions barbares de prisonniers arméniens par l'armée azerbaïdjanaise ont été rendues publiques et qu'on estime à 500 le nombre de prisonniers civils et militaires entre les mains de ces criminels sans qu'aucune mesure n'ait été prise par l'Union. Ce silence est d'autant plus insupportable et cette annonce d'autant plus pathétique que l'Union dispose déjà de régimes de sanctions par État et de trois régimes spécifiques pour sanctionner l'utilisation d'armes chimiques, les cyber-attaques et le terrorisme. Plutôt que de se doter d'un énième dispositif qu'elle ne pourra pas mettre en œuvre, faute de n'avoir pas pu se soustraire à la règle de l'unanimité, l'Union européenne ferait mieux de mettre en œuvre les mesures de sanctions adéquates face à l'Azerbaïdjan et à la Turquie dont il est aujourd'hui incontestable qu'ils ont commis ensemble des crimes de guerre et des crimes sur les populations civiles, que l'usage d'armes chimiques et l'envoi de terroristes sont avérés et que des hommes et des femmes sont toujours, un mois après l'arrêt des opérations militaires, entre les mains de l'armée criminelle azerbaïdjanaise. Les

10 et 11 décembre, l'Union européenne a rendez-vous avec l'Histoire et son destin. Si l'Europe veut encore avoir une crédibilité et se faire entendre sur le plan international, elle doit saisir cette dernière chance d'agir face à Erdogan et Aliev. Les sanctions contre la Turquie, c'est maintenant !

6. Public Radio of Armenia

9 décembre 2020

Vatican ready to support the preservation of Armenian cultural heritage - Papal Nuncio

[Vatican ready to support the preservation of Armenian cultural heritage - Papal Nuncio - Public Radio of Armenia \(armradio.am\)](https://www.armradio.am/en/vatican-ready-to-support-the-preservation-of-armenian-cultural-heritage-papal-nuncio/)



President Armen Sarkissian received the Apostolic Nuncio of the Holy See, Archbishop

José Avelino Bettencourt (residence in Tbilisi).

The interlocutors touched upon the relations between Armenia and the Holy See, the deepening of cooperation based on the commonality of historical ties, cultural and religious heritage.

The delegate of the Holy See noted that he is in Armenia as a representative of the Pope and a friend of the country. He expressed his condolences to the President of the Republic on the loss of human life during the war, noting that from the very first days of the war Pope Francis, who has a special relationship with Armenia and the Armenian people, has been stressing the need to establish peace.

During the meeting, the sides exchanged views on the situation in Armenia and Artsakh after the war, in particular, the preservation of the Armenian historical and cultural heritage and a number of humanitarian issues. The delegate, on behalf of the Holy See, expressed readiness to support the preservation of that heritage.

President Sargsyan and Archbishop Jose Avellino Betancourt also addressed the issue of the return of prisoners of war and hostages. The President of welcomed any efforts in that direction, noting that he had sent a letter to the President of the Russian Federation to assist in resolving the issue as a mediator.

The President stressed that he will continue to make efforts in that direction, to use all his opportunities

7. Les Nouvelles d'Arménie

10 décembre 2020

Erdogan en Azerbaïdjan pour célébrer la « glorieuse » victoire au Nagorny Karabakh

[Armes au phosphores : les mensonges de l'Azerbaïdjan - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](http://armenews.com)



Bakou, 10 déc 2020 avec AFP - Le président turc Recep Tayyip Erdogan célèbre jeudi en Azerbaïdjan la victoire de cet allié face aux forces arméniennes au Nagorny Karabakh, rendue possible grâce au précieux soutien d'Ankara. Avant l'arrivée du dirigeant turc, l'armée azerbaïdjanaise a fait défiler dans les rues de la capitale Bakou des engins et armes saisis aux Arméniens lors de ce conflit de six semaines à l'automne 2020, répétition d'une parade plus large prévue jeudi à laquelle M. Erdogan assistera. « La visite est l'occasion de célébrer ensemble la glorieuse victoire » de l'Azerbaïdjan dans ce conflit, s'est félicitée mardi la présidence turque dans un communiqué. Lors de ce voyage officiel, M. Erdogan doit aussi s'entretenir avec son homologue Ilham Aliyev. La présidence turque a également indiqué que la visite doit renforcer les

liens entre les deux « pays frères » et abordera le "droit légitime de l'Azerbaïdjan" en ce qui concerne ses prétentions sur le Nagorny Karabakh, territoire indépendantiste arménien en territoire azerbaïdjanais.

La Turquie a fermement soutenu l'Azerbaïdjan lors de sa guerre meurtrière contre les forces arméniennes dans ce territoire, berceau historique de l'Arménie. Les combats, qui ont pris la forme d'une véritable opération de nettoyage ethnique, avec usage d'armes chimiques côté azerbaïdjanais, ont débouché sur un accord de cessation des hostilités négocié sous l'égide de Moscou, qui a acté une déroute militaire arménienne et accordé d'importants gains territoriaux à Bakou. Cette défaite n'a toutefois rien d'humiliant pour la partie arménienne qui a dû faire face à l'appareil militaire de deux pays, plus riches, plus nombreux, plus puissants, qui ont utilisé des armes de dernière technologie, dont des drones, qui lui ont permis de mener une guerre à distance. Ces deux pays ont également embauché des djihadistes syriens pour mener les combats au sol et fait usage d'armes chimiques interdites. L'Arménie avait vaincu les forces de Bakou lors d'une première guerre dans les années 1990. Les coups portés à l'intégrité de la République du Haut Karabakh ont provoqué des célébrations en Azerbaïdjan et la fureur à Erevan, où l'opposition milite désormais pour la démission du Premier ministre Nikol Pachinian.

A la faveur de cet accord, le Nagorny Karabakh, dont le statut n'est pas réglé, continue d'exister, amoindri et affaibli. Des soldats de maintien de la paix russe sont déployés dans la région.

- « Une nation, deux Etats » -

La Turquie, qui a renforcé par son soutien à Bakou son poids géopolitique dans le Caucase, pré-carré russe, participera également à la surveillance du cessez-le-feu via un centre conjoint avec la Russie, basé en Azerbaïdjan.

"L'Azerbaïdjan n'aurait pas été capable d'obtenir un succès militaire au Karabakh sans le soutien politique ouvert de la Turquie", a souligné auprès de l'AFP l'analyste Elhan Shahinoglu du centre de réflexion Atlas basé à Bakou. Selon lui, sans le soutien d'Erdogan, la Russie, puissance régionale et alliée de l'Arménie, serait parvenue à mettre la pression sur Bakou et à faire cesser les combats, comme ce fut le cas lors d'autres échauffourées ces dernières années.

Durant la guerre des derniers mois, l'Arménie a accusé la Turquie d'être impliquée directement dans les combats, ce qu'Ankara dément. Plusieurs pays dont la France ont également dénoncé l'envoi sur le front aux côtés des forces azerbaïdjanaises de combattants pro-turcs venus de Syrie.

La Turquie fait figure d'ennemi héréditaire de l'Arménie, Erevan gardant le

souvenir du génocide arménien du siècle dernier. Les deux pays ont fermé leurs frontières en 1993 et n'ont aucune relation diplomatique depuis.

Plus d' 1,5 million d'Arméniens ont été tués de manière systématique par les troupes de l'Empire ottoman pendant la Première Guerre mondiale.

La Turquie récusé le terme de génocide, en évoquant des massacres réciproques.

En 2009, Erdogan a rejeté des efforts de réconciliation avec Erevan sous égide internationale, insistant sur le fait que les relations diplomatiques ne pouvaient être restaurées qu'après le retrait des forces arméniennes du Nagorny Karabakh.

Généralement symbolisée par le slogan « Une nation, deux Etats », l'alliance entre la Turquie et l'Azerbaïdjan, pays musulman turcophone, a été forgée lorsque Bakou a obtenu son indépendance de l'URSS en 1991 et s'est encore renforcée sous la présidence de Recep Tayyip Erdogan.

La coopération politique, économique et militaire entre les deux pays a notamment vu la Turquie aider l'Azerbaïdjan à entraîner et équiper son armée et à faciliter les exportations d'hydrocarbures vers l'Europe en contournant la Russie.

par [Ara Toranian](#) le jeudi 10 décembre 2020

© armenews.com 2020

8. Les Nouvelles d'Arménie

10 décembre 2020

Armes au phosphores : les mensonges de l'Azerbaïdjan



Erevan, avec l'AFP - L'Arménie et l'Azerbaïdjan se sont accusés mutuellement mercredi d'avoir employé des armes prohibées contenant du phosphore blanc, une munition bannie, lors de l'offensive azerbaïdjanaise contre la République du Haut-Karabakh. Et ce alors que la partie arménienne n'avait aucun intérêt militaire à utiliser ces armes interdites, qui ont notamment permis d'incendier ses positions arméniennes au sud de Chouchi, provoquant de nombreux morts et des blessures clairement identifiables sur les soldats arméniens.

Des hostilités d'envergure avaient repris fin septembre entre Bakou et des séparatistes soutenus par Erevan dans ce territoire montagneux ayant fait sécession de l'Azerbaïdjan au début des années 1990.

Les affrontements, qui ont fait plus de 5.000 morts, se sont soldés en novembre par une défaite des forces arméniennes au Karabakh, qui ont dû céder face aux moyens mis en œuvre par deux Etats incommensurablement plus riches et plus nombreux et mieux armés.

Le responsable des questions des droits humains des autorités séparatistes,

Artak Beglarian, a affirmé à l'AFP que son équipe avait réuni "des preuves abondantes montrant que l'Azerbaïdjan avait utilisé des munitions au phosphore" lors des six semaines de combats.

Toutefois le ministère azerbaïdjanais de la Défense a rejeté ces affirmations, accusant sans la moindre preuve les Arméniens d'avoir employé ces armes.

"L'armée azerbaïdjanaise n'a pas de munitions au phosphore. Nous ne pouvions pas employer ce que nous n'avions pas« , a assuré avec aplomb à l'AFP un porte-parole du ministère, Vaguif Diargahly, ajoutant que »l'Arménie avait utilisé des bombes au phosphore contre nous".

Dans un hôpital d'Erevan, des journalistes de l'AFP ont vu des militaires blessés présentant des brûlures graves qui, selon eux, auraient été causées par des armes au phosphore azerbaïdjanaises.

"C'était une attaque de drone le 3 octobre. J'ai d'importantes brûlures (...) et j'ai appris que des traces de phosphore avaient été trouvées dans mon organisme", a témoigné à l'AFP Meroujan Kotchinian, un militaire de 19 ans.

Un autre soldat du même âge, Vardgues Ovakimian, a soutenu que ses brûlures se résorbaient lentement « car il y a eu du phosphore sur mes plaies ».

Selon la directrice adjointe de l'hôpital, Karine Babaian, ces blessures pourraient avoir été causées par du phosphore ou un autre « agent chimique ».

En novembre, le directeur de l'Agence nationale azerbaïdjanaise de lutte contre les mines (ANAMA), avait lui aussi rapporté l'usage de phosphore contre les troupes de Bakou.

Les branches arménienne et azerbaïdjanaise du Comité International de la Croix Rouge (CICR) n'ont pas souhaité faire de commentaire détaillé sur ce sujet.

Le CICR "mène des discussions confidentielles avec les parties du conflit concernant des allégations de violation de la loi humanitaire internationale et des règles de la guerre", a indiqué Ilaha Gouseïnova, une représentante de la Croix-Rouge à Bakou.

par [Ara Toranian](#) le jeudi 10 décembre 2020

© [armenews.com](#) 2020

9. Les Nouvelles d'Arménie

10 décembre 2020

[Nikol Pachinian rejette de nouveau les appels à sa démission](#)

[Nikol Pachinian rejette de nouveau les appels à sa démission - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)



Le Premier ministre Nikol Pashinyan a continué de rejeter les appels à sa démission et a accusé ses opposants politiques d'essayer de créer « l'anarchie » en Arménie alors qu'il faisait face à d'autres manifestations hier.

Pashinyan a dénoncé les forces de l'opposition qui avaient organisé les manifestations et lui avaient reproché la défaite de la partie arménienne dans la guerre du Haut-Karabagh pour tenter selon lui d'installer un « gouvernement fantoche » non soutenu par la plupart des électeurs. Il a également rejeté les appels à sa démission qui viennent du président Armen Sarkissian, d'éminentes personnalités publiques, de l'Église apostolique arménienne et des chefs de dizaines de communautés locales.

« Pourquoi ces forces politiques et ces représentants de l'élite continuent-ils de proposer des scénarios qui ne poursuivent qu'un seul objectif : exclure le peuple du processus [politique] et le faire de manière irréversible ? », a-t-il questionné lors de la session de questions-réponses de son gouvernement face au Parlement.

Il a affirmé que l'opposition arménienne n'exigeait pas réellement d'élections législatives

anticipées.

Les partis d'opposition ont répété à plusieurs reprises que de telles élections doivent être organisées dans un délai d'un an par un gouvernement intérimaire qui sera formé après la démission de Pachinian. Seize d'entre eux ont uni leurs forces pour lancer des manifestations anti-gouvernementales à la suite de l'annonce du cessez-le-feu qui a mis fin à la guerre du Karabagh le 10 novembre.

La coalition d'opposition a rassemblé des partisans à l'extérieur de l'enceinte de l'Assemblée nationale à Erevan alors que Pachinian et des membres de son cabinet répondaient aux questions des députés. Le rassemblement a eu lieu un jour après que le Premier ministre a ignoré leur ultimatum l'invitant à démissionner, sous peine de devoir faire face à une campagne nationale de « désobéissance civile ».

Ishkhan Saghatelian, leader de la Fédération révolutionnaire arménienne (Dashnaktsutyun), a insisté sur le fait que Pachinian avait perdu le soutien et la légitimité populaires. « Il y a un mécontentement et une demande populaire pour l'éviction de Nikol », avait-il assuré au service arménien de RFE / RL plus tôt dans la journée.

Pourtant, Saghatelian, dont le parti est un membre clé de l'alliance de l'opposition, n'a pas nié que la participation aux manifestations de l'opposition en cours était bien loin des manifestations de masse de 2018 qui ont amené Pachinian au pouvoir.

« De nombreux citoyens croient que Nikol Pashinian doit partir mais ne font pas confiance aux forces politiques qui se tiennent sur le podium et à notre candidat commun [au poste de Premier ministre par intérim], a-t-il expliqué. C'est pourquoi nous disons à nos citoyens que ce n'est pas une lutte pour nous amener au pouvoir. C'est une lutte pour sauver notre patrie. »

Un seul des 16 partis d'opposition, Arménie prospère (BHK), est représenté au Parlement actuel. Le deuxième parti d'opposition parlementaire, Lumineuse Arménie (LHK), a jusqu'à présent refusé de se joindre à leur campagne ou d'approuver le Premier ministre par intérim qu'ils ont nommé. Mais le LHK insiste aussi sur le fait que Pachinian devrait démissionner.

par [Claire](#) le jeudi 10 décembre 2020

© armenews.com 202

10. Les Nouvelles d'Arménie

10 décembre 2020

Les ajustements frontaliers dans la zone de la mine de Sotsk avec clarification des positions de l'armée arménienne et azérie



« Un » contrôle frontalier a été effectué dans une partie de la zone de la mine d'or Sotk proche de la frontière arméno-azérie. Le positionnement des armées frontalières de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan a été clairement fixé. Le bâtiment administratif est situé du côté arménien a déclaré Tigran Avinyan le vice-Premier ministre arménien lors des réponses aux députés à l'Assemblée nationale aujourd'hui. Tigran Avinyan répondait à la question de la députée indépendante Takouhi Tovmasyan.

Le vice-Premier ministre arménien a déclaré que les négociations sur la mine de Sotk devraient avoir lieu le plus tôt possible. *« Je voudrais vous informer qu'une certaine clarification a eu lieu dans une partie de la zone de la mine, respectivement, les forces armées des deux côtés ont été positionnées avec plus de précision, le bâtiment administratif est du côté arménien. Les questions liées à l'exploitation de la mine ont aussi des bases juridiques, des documents juridiques »* a déclaré Tigran Avinyan.

Le vice-Premier ministre a également déclaré que la frontière légale entre l'Arménie et

l'Azerbaïdjan n'a pas été enregistrée, cette frontière sera clarifiée à la suite des négociations à venir...

Krikor Amirzayan

par [Krikor Amirzayan](#) le jeudi 10 décembre 2020

© armenews.com 2020

11. Le Monde

10 décembre 2020

Ankara avance ses pions sur l'échiquier caucasien

[Ankara avance ses pions sur l'échiquier caucasien \(lemonde.fr\)](http://lemonde.fr)

L'accord de cessez-le-feu signé le 9 novembre par les dirigeants azerbaïdjanais, arménien sous l'égide de la Russie ne dit rien du rôle de la Turquie dans la nouvelle configuration régionale.

En visite à Bakou, mercredi 9 et jeudi 10 décembre, pour célébrer la victoire de l'Azerbaïdjan, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, s'est entretenu avec son homologue azerbaïdjanais, Ilham Aliev, au sujet du rôle que la Turquie compte jouer dans la région. Ankara entend bien participer aux opérations de maintien de la paix, même si son rôle reste flou, soumis au bon vouloir de la Russie. L'accord de cessez-le-feu signé le 9 novembre par les dirigeants azerbaïdjanais, Ilham Aliev, et arménien, Nikol Pachinian, sous l'égide du président russe, Vladimir Poutine, ne dit rien du rôle de la Turquie dans la nouvelle configuration régionale.

L'accord laisse entier le problème du statut du Haut-Karabakh, conquis par les indépendantistes arméniens lors d'une guerre au début des années 1990, reconquis en partie par l'Azerbaïdjan lors de la guerre éclair - quarante-quatre jours - menée à l'automne avec l'aide de l'armée turque. « *Aucune unité de maintien de la paix turque ne sera déployée dans le Haut-Karabakh* », a prévenu en novembre le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov.

Soucieux de ménager sa relation avec son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, Vladimir Poutine a donné son feu vert à la création d'un centre de coordination russo-turc chargé de veiller au maintien de la paix depuis le territoire azerbaïdjanais. Théoriquement, c'est là que les soldats turcs seront déployés. A cet effet, le Parlement turc a autorisé, dès le 17 novembre, l'envoi de troupes en Azerbaïdjan.

Diplomatie française hors jeu

Moscou, Ankara et Bakou ont un intérêt en commun : écarter le groupe de Minsk, coprésidé notamment par la France et les Etats-Unis, qui était chargé depuis vingt-huit ans de résoudre le conflit. « *En Azerbaïdjan, la France n'est pas perçue comme un médiateur honnête* », explique Mitat Celikpala, professeur à l'université privée Kadir Has à Istanbul. Vu de Bakou et d'Ankara, le soutien de Paris à la cause arménienne, réitéré lors d'un vote du Sénat en faveur

de la reconnaissance de l'indépendance du Haut-Karabakh, a achevé de mettre la diplomatie française hors jeu.

Parrainé par Moscou, le cessez-le-feu a renforcé le rôle de la Russie dans son pré carré caucasien tandis que la Turquie, allié sans faille de l'Azerbaïdjan, espère voir son influence grandir. « *La Turquie jouera un rôle majeur dans les futures négociations* », estime l'universitaire. Car il faudra bien négocier, ne serait-ce que le statut de la partie du Haut-Karabakh désormais placée sous contrôle russe - 2 000 soldats russes déployés - où vit une importante communauté arménienne. « *A l'évidence, l'existence d'un statut spécial pour le Haut-Karabakh n'est plus d'actualité* », souligne Mitat Celikpala [*La suite est réservée aux abonnés*].

12. **RCF Radio**

10 décembre 2020

Les chrétiens d'Orient et d'Arménie

Les Amis du Journal La Vie projettent d'organiser une soirée conférence débat au mois de mars sur les chrétiens d'Orient. Ils ont invité Tigrane Yegavian mention spéciale du Prix littéraire de L'Œuvre d'Orient 2020 pour en parler. Il est l'auteur de *Minorités d'Orient, les oubliés de l'Histoire*, aux Editions du Rocher.

[Les chrétiens d'Orient et d'Arménie \(rcf.fr\)](http://rcf.fr)

13. **Courrier International**

9 décembre 2020

À la une de l'hebdo.

Les Arméniens, d'un exode l'autre

[Les Arméniens, d'un exode l'autre \(courrierinternational.com\)](http://courrierinternational.com)



Chaque semaine, *Courrier international* explique ses choix éditoriaux et les débats qu'ils suscitent parfois dans la rédaction. Nous avons décidé cette semaine de faire entendre des voix de la diaspora arménienne après la fin de la deuxième guerre du Haut-Karabakh, qui a contraint des dizaines de milliers d'Arméniens à fuir cette région du Caucase, après le cessez-le-feu du 10 novembre. Un nouvel exode qui réveille une mémoire douloureuse, celle du génocide de 1915.

Ce sont des images qui ont choqué le monde : des Arméniens, contraints au départ et brûlant leurs maisons après l'accord de cessez-le-feu conclu le 10 novembre sous l'égide de Moscou, un accord qui a mis fin à la deuxième guerre du Haut-Karabakh. Six semaines d'un conflit largement déséquilibré entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, soutenu par la Turquie et ses armes sophistiquées, ont fait plusieurs milliers de morts dans cette enclave montagneuse du Caucase. L'accord du 10 novembre prévoit notamment la rétrocession à l'Azerbaïdjan de la plupart des territoires conquis par l'Arménie lors de la première guerre du Karabakh (1991-1994).

Les étapes de ce conflit, ses enjeux géopolitiques, nous les avons suivis, depuis la fin du mois de septembre jusqu'à ces derniers jours encore, sur notre site et dans l'hebdomadaire. Mais ce n'est pas cette histoire que nous avons choisi de raconter ici, même si elle est évidemment la toile de fond de ce dossier. Ce qui nous a frappés et qui

ressort de la plupart des articles que nous avons rassemblés, c'est le profond écho que cette guerre a rencontré dans la diaspora arménienne. Et la mobilisation qu'elle a suscitée, en France comme au Liban, aux États-Unis...

Près de 100 000 Arméniens du Haut-Karabakh ont fui les combats depuis la fin du mois de septembre (près de la moitié seraient rentrés depuis) pour se réfugier en Arménie. Et cet exode a ravivé une mémoire douloureuse, celle d'autres exodes et du génocide de 1915, au cours duquel près de 1,5 million d'Arméniens ont péri. Une journaliste du [New Statesman](#) écrit ainsi :

Comme de nombreux Arméniens de la diaspora, je ne suis jamais allée dans le Haut-Karabakh. Je n'ai jamais fait les six heures de route en marchroutka (un minibus) entre sa capitale, Stepanakert, et la capitale arménienne, Erevan. [...] Et je n'ai jamais été forcée de fuir mon pays. Malgré tout, mon histoire familiale est indissociable de l'exode des Arméniens, [contraints de quitter leur terre ancestrale]."

Ce sont ces paroles que nous avons voulu mettre en avant dans ce dossier sur la mémoire et l'histoire. Pourquoi le Haut-Karabakh a-t-il une telle importance (*lisez à ce propos l'article de **Russia-Armenia Info** sur les liens entre les Arméniens et la Russie, qui remontent au XVIII^e siècle*) ? En quoi cet exode a-t-il réveillé une mémoire douloureuse, souvent malmenée (seule une trentaine de pays aujourd'hui ont reconnu le génocide arménien) ? Et au fond, qu'est-ce qu'être arménien aujourd'hui ?

“Une histoire marquée du sceau du génocide et du négationnisme turc”

Dans un très beau reportage sur la diaspora au Liban, **L'Orient-Le Jour** évoque une *“communauté parfaitement intégrée au tissu économique, social et politique du pays qui a cependant, de génération en génération, réussi à préserver son héritage culturel et à protéger sa mémoire”*. *“Au travers du temps, écrit encore le quotidien libanais, et selon les cas, la transmission du sentiment d'appartenance s'est opérée de manières multiples. Mais un point commun a subsisté : la conscience d'être d'un peuple persécuté.”*

Et la guerre du Haut-Karabakh a réveillé de douloureux fantômes :

Le mal est beaucoup plus profond, beaucoup plus lourd, et revêt une part d'indicible que les Arméniens libanais vivent dans leur chair. Pour nombre d'entre eux, les images de destruction [...], les nouvelles de ces jeunes hommes volontaires morts au front, de ces familles qui ont fui Stepanakert pour Erevan, l'utilisation de bombes à fragmentation et de drones font sombrement écho à une histoire marquée du sceau du génocide d'abord et du négationnisme turc ensuite.”

C'est aussi en pensant à eux que nous avons fait le choix de cette une. C'est un parti pris, comme le choix qui a été fait pour illustrer ce dossier. Les images sont extraites du livre *There Is Only the Earth. Images From the Armenian Diaspora Project*. Pendant six ans, la photographe américaine Scout Tufankjian a sillonné plus de 20 pays, à la rencontre des communautés arméniennes, dans leur pays et en exil. Un travail au long cours pour documenter la diaspora et témoigner à travers des photos empreintes d'émotion.

L'émotion, elle traverse les deux reportages de ce dossier. À Oukhtassar, les derniers Arméniens ont dû quitter le village où ils s'étaient installés en 1992, après la première guerre du Haut-Karabakh. Le journal russe **Kommersant** les a rencontrés et tous disent qu'après ça, c'est un nouvel exode qui les attend, sans doute plus loin que l'Arménie. Aux États-Unis, à Fresno, c'est le chagrin de toute une communauté arménienne que raconte le **Los Angeles Times** à travers l'histoire de Clara Margossian, 102 ans, fille de rescapés du génocide de 1915 et qui a donné 1 million de dollars pour aider le pays de ses ancêtres. Autour d'elle à Fresno, comme à Beyrouth, Lyon ou Erevan, c'est toute la diaspora que les derniers événements dans le Caucase ont bouleversée. Nous voulions faire entendre quelques-unes de ses voix.

Claire Carrard

14.Le Figaro

9 décembre 2020

Paris vigilant face aux ingérences turques

...